

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

Note mensuelle du mois de juin 2022

Août 2022

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

Aperçu de l'économie mondiale

Les développements économiques récents restent marqués par les craintes d'une stagflation de l'économie mondiale. Dans son rapport sur les perspectives économiques, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) note que la guerre en Ukraine a entraîné l'économie mondiale sur une trajectoire de ralentissement de la croissance et de hausse de l'inflation.

En effet, alors que l'économie mondiale se remettait des effets de la pandémie de Covid-19, avec une reprise économique quoiqu'inégale, le déclenchement de la guerre en Ukraine a assombri les perspectives. A l'instar des autres institutions, l'OCDE a revu à la baisse des projections de croissance du PIB mondial pour 2022 à 3,0 % contre une croissance de 4,5 % prévu initialement. Ce rythme de croissance devrait se maintenir également en 2023, soit 2,75 %. Cette croissance devrait être également faible dans la plupart des économies, notamment de l'Europe. Il a apparu donc que la guerre, les perturbations d'approvisionnement ainsi que le confinement ou la politique « zéro COVID » de la Chine ont exacerbé la reprise.

S'agissant de l'inflation, la crise russo-ukrainienne a intensifié les pressions inflationnistes occasionnées par les perturbations d'approvisionnement causées par la Covid-19 en 2020 et 2021 et les politiques de relance économique. La forte hausse des prix enregistrés depuis le début de la guerre est amplement due à l'envolée des prix de l'énergie et de l'alimentation. En outre, bien que l'inflation ait augmenté au niveau mondial, les taux d'inflation sont très variables d'un pays à l'autre. Dans les économies caractérisées par la vigueur de la demande, les tensions sur les marchés du travail et de plus forte augmentation de salaire, l'inflation serait particulièrement plus élevée. C'est le cas notamment des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne où l'inflation a atteint un niveau jamais réalisé depuis près de 40 ans.

Cette situation est de nature à éroder les pouvoirs d'achat de la population, principalement ceux des plus vulnérables, et à soulever d'importants risques pour la sécurité alimentaire des économies les plus pauvres. Il convient de relever que ces pays, présentant déjà des problèmes de finances publiques avant la guerre en Ukraine, pourraient avoir des difficultés à s'approvisionner en produits alimentaires et en énergie à des prix abordables, les exposants ainsi à des risques de famine et troubles sociaux.

Dans ce contexte, les gouvernements sont appelés à **renforcer la coopération internationale pour limiter les effets négatifs causés par la guerre et la pandémie**, notamment en ce qui concerne le risque de l'insécurité alimentaire et la vaccination. En effet, les pays devraient lever les entraves au commerce (limitation des restrictions aux exportations), les obstacles logistiques locaux au déploiement de vaccins ainsi que prendre des mesures sur les perturbations et contraintes pesant sur l'offre de denrées alimentaires et d'énergie.

Concernant la protection du pouvoir d'achat des ménages, particulièrement les plus vulnérables, **des mesures budgétaires temporaires, rapides et bien ciblées s'avèrent nécessaires pour amortir les chocs des prix des produits de base.**

Par ailleurs, face aux multiples crises qui frappent l'économie mondiale, les pays de l'Afrique subsaharienne devraient redoubler d'efforts, de manière collective, pour renforcer la gouvernance, la transparence, améliorer la gestion des affaires publiques et réduire les facteurs de vulnérabilités vis-à-vis de la corruption. Pour le FMI, les pays qui ont surmonté les multiples crises, sont ceux qui se sont dotés des institutions économiques solides. La priorisation de ces aspects liés notamment à la bonne gouvernance et la transparence devraient faciliter une reprise rapide de l'économie de la région. En marge de la Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la Directrice adjointe du FMI a mis en exerce cinq (5) enseignements tirés des pays qui ont réalisé des progrès sur ces aspects. Il s'agit de : (i) une forte volonté politique d'améliorer la bonne gouvernance, (ii) respect de l'Etat de droit et de droit de propriété, (iii) priorisation de l'efficacité, la transparence et le contrôle des investissements, (iv) l'accès à l'information et (v) l'innovation technologique.

II. ANALYSE DU CONTEXTE INTERIEUR

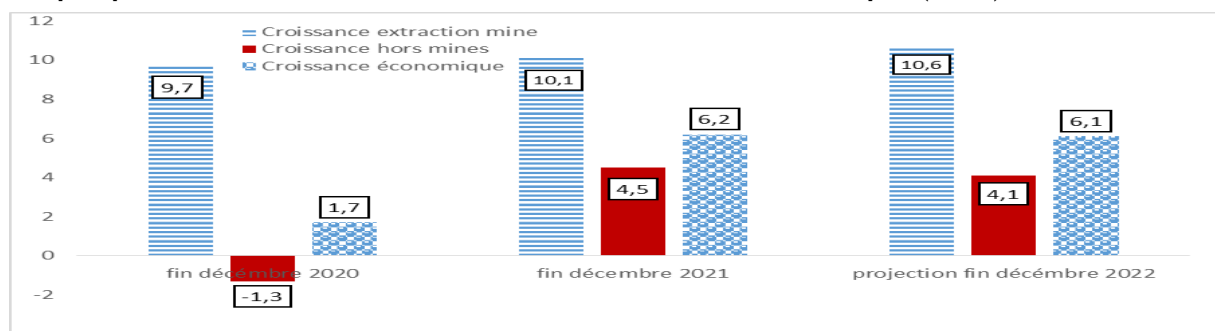
2.1. Secteur réel

L'activité économique devrait connaître un ralentissement marginal en 2022 par rapport à son niveau de 2021. Cette évolution est confirmée par le léger repli enregistré depuis le mois de mars dernier du solde des opinions des chefs d'entreprises. S'agissant du coût de la vie, l'inflation en 2022 est relativement élevée comparée à celle de l'année dernière.

2.1.1. Activité économique

D'après les projections du FMI, la croissance de l'activité économique en RDC serait de 6,1 % en 2022 contre 6,2 % en 2021. Cette croissance serait attribuable principalement au bon comportement de l'activité dans le secteur minier dont la valeur ajoutée devrait augmenter de 10,6 % contre 10,1 % en 2021. Par ailleurs, la croissance du PIB réel hors mines serait de 4,1 % contre 4,5 % en 2021.

Graphique 1. Évolution de la croissance de l'activité économique (en %)



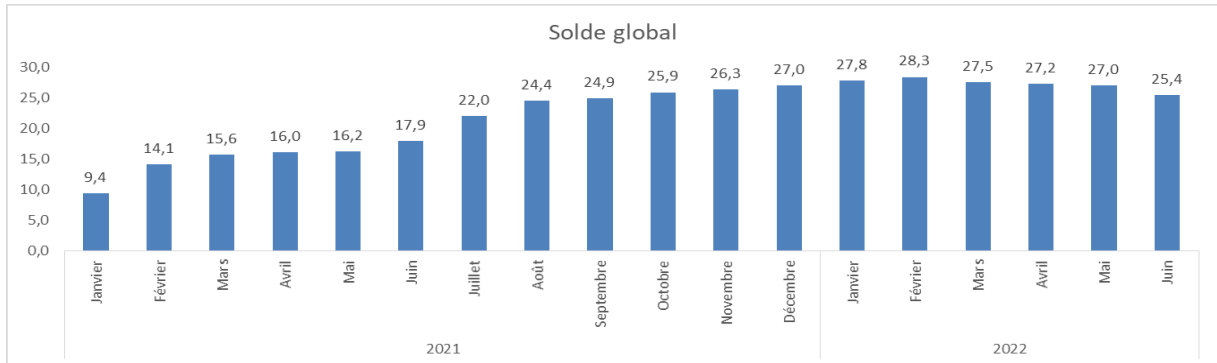
Source : BCC.

2.1.2. Baromètre de la conjoncture

En juin 2022, le solde global des chefs d'entreprises a poursuivi la tendance baissière observée depuis le mois de mars dernier, quant à l'évolution de la conjoncture économique en République Démocratique du Congo. En effet, le solde brut de leurs opinions s'est situé à 25,4 %, venant de +27,0 % au mois de mai et +27,2 % en avril. Le repli de l'optimisme des chefs d'entreprises est expliqué par les incertitudes qui continuent à affecter l'économie mondiale, confrontée aux effets néfastes de la guerre en Ukraine et aux anticipations des investisseurs par rapport à la récession mondiale.

Cependant, hormis « les industries extractives » lesquelles ont affiché un recul par rapport au mois de mai dernier, influençant le solde global d'opinions au cours du mois sous analyse, les chefs d'entreprises sont demeurés optimistes pour le reste des secteurs d'activité.

Graphique 2 : Evolution du solde global d'opinions des chefs d'entreprises 2021-2022 (en %)



Source : BCC.

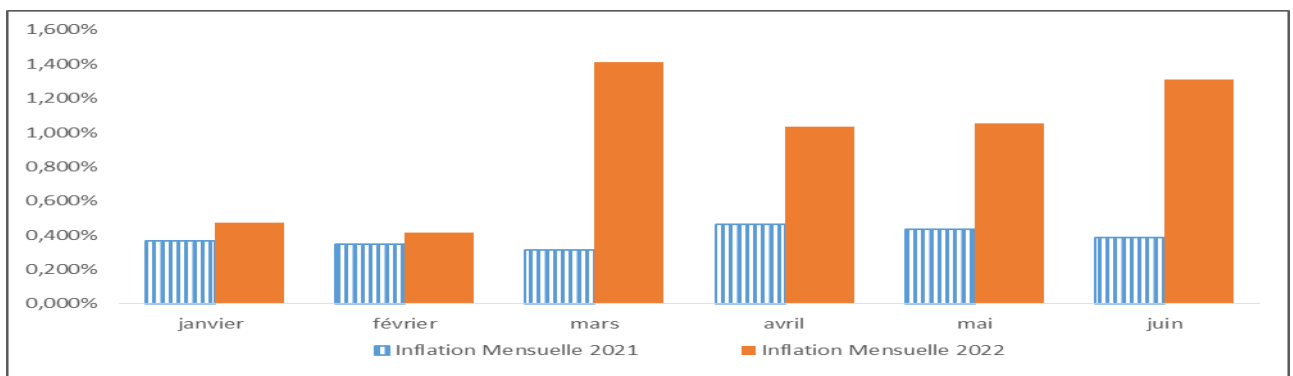
Malgré cette tendance à la baisse au cours de quatre derniers mois, le solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2022 demeure positif et supérieur par rapport à la période correspondante de l'année précédente, soit +27,2 % contre +14,9 %.

2.1.3. Marché des biens et services

En juin 2022, l'économie congolaise a connu de légères pressions sur le marché des biens et services comparativement au mai dernier. En effet, en rythme mensuel, l'indice des prix à la consommation s'est inscrit à 1,308 % venant de 1,052 % un mois auparavant. Comparativement aux six derniers mois de l'année passée, l'inflation en variation mensuelle a oscillé autour d'une moyenne de 0,948 % contre 0,385 % à la période correspondante de 2021.

L'inflation en juin est principalement attribuable à la variation des indices des fonctions de consommation « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « transport » dont les contributions à l'indice global ont respectivement représenté 64,573 %, 10,995 % et 6,277 %.

Graphique 3. Evolution du taux d'inflation mensuelle 2021-2022 (en %)



Source : BCC sur base des données de l'INS.

2.2. Opérations financières du secteur public

Au premier semestre 2022, la gestion des finances publiques a été caractérisée par des efforts substantiels de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses publiques. Cela a permis au Trésor d'affecter une partie de ses ressources aux dépenses d'investissement. En effet, à fin juin 2022, les dépenses d'investissement exécutées ont atteint 375,0 milliards de CDF.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en 2022

Au cours du mois de juin 2022, l'exécution du plan de trésorerie du secteur public s'est clôturée par un déficit mensuel de 460,1 milliards de CDF, financé essentiellement par des marges de trésorerie préalablement constituées. Ces dernières ont servi également au remboursement des titres publics échus de l'ordre de 81,8 milliards, dans un contexte d'émission nette négative.

Les recettes ont été mobilisées à 130,9 % de leur programmation mensuelle, atteignant 1.467,6 milliards de CDF. Ces recettes, collectées par la DGI, se sont chiffrées à 497,7 milliards de CDF, représentant 33,9 % des recettes totales mobilisées, alors que celles collectées par la DGDA et DGRAD ont représenté, respectivement 20,7 % et 17,5 % du total.

Comparées aux recettes collectées en juin 2021, chiffrées à 1.163,1 milliards de CDF, il s'observe une progression de 26,2 %.

S'agissant des dépenses publiques, elles ont été exécutées en dépassement de 38,6 % par rapport à leur niveau programmé de 1.393,1 milliards de CDF pour le mois. Ces dépassements ont été localisés principalement au niveau des rubriques : « frais de fonctionnement des institutions et ministères », « dépenses en capital » et « dépenses exceptionnelles dont le financement des élections et opérations sécuritaires » avec des surconsommations respectives de 124,4 %, 12,1 % et 132,3 %.

Au premier semestre de l'année 2022, le solde de l'Etat affiche un excédent de 853,5 milliards de CDF, résultant des recettes de l'ordre de 10.105,3 milliards et des dépenses de 9.251,8 milliards. Sur la base des réalisations du premier semestre 2022, les recettes pourraient se situer, à fin décembre 2022, à 19.476,6 milliards de CDF contre 20.730,1 milliards prévus dans la loi de finances de l'exercice 2022 et 15.553,0 milliards retenus dans le cadrage du FMI.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Au cours du mois de juin 2022, le Trésor a levé 30,0 milliards de CDF au titre des Bons du Trésor. A la même période, les remboursements des titres échus ont été de 35,1 milliards de CDF pour les bons du Trésor et 76,4 pour les Obligations du Trésor.

En conséquence, les émissions nettes ont été négatives de 81,8 milliards de CDF.

En termes de facteur de risque, il est noté que la tendance baissière du prix de la tonne du cuivre et du cobalt sur le marché international, une situation qui serait de nature à impacter les finances publiques et l'équilibre extérieur.

2.3. Secteur extérieur

2.3.1. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise

Au 30 juin 2022, le prix du pétrole a enregistré une hausse mensuelle de 4,49 %, s'établissant à 116,66 USD le baril, occasionnée par une insuffisance de l'offre, sur fond du conflit russo-ukrainien.

Le cours du cuivre a baissé de 3,12 %, se fixant à 9.122,91 USD la tonne. Cette tendance s'attache aux inquiétudes liées à baisse de la demande en Chine, dans un contexte de rebond de contamination au covid19 et de mesures sanitaires drastiques. Le prix du cobalt a connu un accroissement de 0,18 %, se fixant à 87.880,79 83 USD la tonne, soutenue par la demande en provenance de l'industrie automobile.

Le cours de l'or a connu un repli mensuel de 0,80 %, s'établissant 1.836,27 USD l'once au deuxième trimestre, poussé par l'appréciation du dollar américain cumulée à une inflation galopante, donnant lieu à des hausses des taux directeurs des banques centrales.

Les prix du riz du blé et du maïs ont enregistré des baisses respectives de 3,40 %, 11,27 % et 1,77 %, s'établissant à 363,63 USD, 372,26 USD et 282,55 USD la tonne, en raison essentiellement de l'attitude de la Russie qui se serait déclarée favorable à une reprise des exportations ukrainiennes des céréales par la mer Noire et la mer d'Azov.

2.3.2. Balance des biens

Au mois de juin 2022, la balance des biens affiche un excédent de 4.407,49 millions de USD contre 1.287,38 millions enregistré au cours de la période correspondante de 2021. Rapporté au PIB, cet excédent représente 6,9 % en 2022 contre 2,3 % en 2021. Cette situation se justifie par l'accroissement de la valeur des exportations de la RDC, dans un contexte d'embellie des cours mondiaux des produits exportés par la RDC, entre autres le cuivre et le cobalt.

S'agissant du volume des échanges des biens entre la RDC et le reste du monde, il a enregistré une progression de 41,0 % d'une année à l'autre.

2.3.3. Marché des changes

Une relative stabilité s'est observée sur les deux segments du marché entre les mois d'avril et mai 2022.

Au 29 juin 2022, le taux de change s'est établi à 2.004,77 CDF sur le marché officiel, enregistrant une variation mensuelle nulle par rapport à son niveau à fin mai. Sur le marché parallèle, il a été noté une appréciation mensuelle de 0,11 %, le cours vendeur s'est établi à 2.038,67 CDF.

Cette situation est consécutive notamment à l'amélioration de l'offre des devises, soutenue par un bon comportement des cours de principaux produits d'exportation.

2.3.4. Réserves de change

Au 29 juin 2022, les réserves internationales se sont établies à 3,99 milliards de USD contre 3,77 milliards à fin mai, représentant 2,39 mois en termes de couverture des importations des biens et services.

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Agrégats monétaires

A fin juin 2022, les agrégats monétaires affichent une croissance de la base monétaire de 16,1 %, soit 880,4 milliards de CDF, pour se fixer à 6.342,8 milliards de CDF. La croissance de la base monétaire s'explique principalement par la forte hausse enregistrée par les actifs extérieurs nets de 1.880,8 milliards de CDF alors que les actifs intérieurs nets ont enregistré une baisse de 1.000,4 milliards de CDF. Au niveau des composantes, la hausse de la monnaie centrale résulte tant des engagements envers les autres institutions des dépôts que de la circulation fiduciaire respectivement de 816,8 milliards de CDF et 66,4 milliards de CDF.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une croissance de 4,5 %, soit 1.075,8 milliards de CDF, pour se situer à 24.914,4 milliards de CDF. L'augmentation de l'offre de monnaie est attribuable à la forte hausse enregistrée par les avoirs extérieurs nets de 1.574,5 milliards de CDF tandis que les actifs intérieurs nets ont enregistré une baisse de 498,6 milliards de CDF. Au niveau des composantes, la hausse de la masse monétaire se situe au niveau des dépôts transférables de 866,7 milliards de CDF.

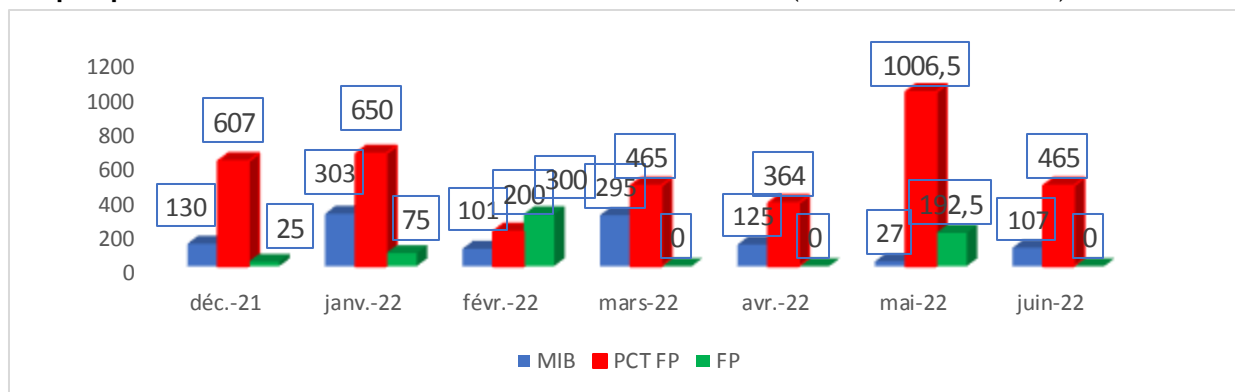
2.4.2. Marché monétaire

Le marché de refinancement affiche, à fin juin 2022, un volume mensuel d'opérations sur le guichet des prêts à court terme de 465,0 milliards de CDF. En cumul annuel, les opérations y effectuées se chiffrent à 3.150,5 milliards, soit une moyenne mensuelle de 525 milliards de CDF.

Aucune transaction n'a été enregistrée sur le guichet des facilités permanentes au cours du mois sous analyse. La dernière opération date du 25 mai 2022. En cumul annuel, les opérations y enregistrées se situent à 567,5 milliards de CDF.

Le volume mensuel des opérations, au niveau du marché interbancaire, a atteint un niveau de 107,0 milliards, situant le volume annuel à 1.008,0 milliards de CDF. Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent à 6,6 % ; 7,5 % et 8,5 % respectivement sur le marché interbancaire, au guichet des prêts à court terme et à celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Evolution mensuelle du marché monétaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Instruments de politique monétaire

- Depuis le début de l'année 2022, la Banque Centrale du Congo poursuit une politique monétaire prudente, en maintenant inchangé son dispositif de la politique monétaire.

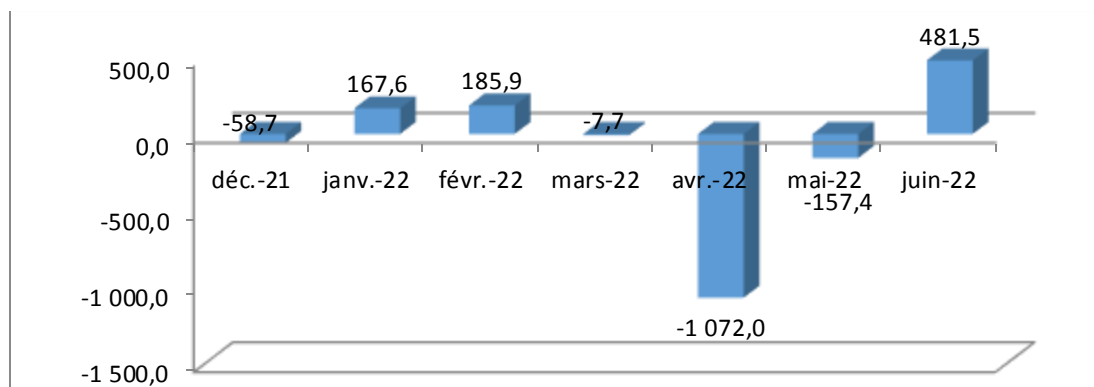
Le taux d'intérêt sur les prêts à court terme qui est le taux directeur de la Banque Centrale se situe à 7,5 % l'an. Rapproché à l'inflation en glissement annuel de 8,782 % et à l'inflation annualisée de 11,980 %, il se dégage des niveaux du taux directeur réel négatifs respectifs de 1,28 et 4,48 points.

- La Banque Centrale du Congo procède, depuis janvier 2022, à la levée de la réserve obligatoire selon la monnaie des dépôts. Cette disposition a l'avantage de rétablir les positions excédentaires des réserves des banques et de restaurer le potentiel d'octroi des crédits en monnaie nationale pour poser les jalons de la dédollarisation progressive de l'économie.
- La structure des coefficients de la réserve obligatoire reste inchangée, les dépôts en devises à vue et à terme étant établis respectivement à 13,0 % et 12,0 % et ceux sur les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme à 0,0 %.
- L'encours du bon BCC s'est situé à 15,0 milliards de CDF à fin juin 2022 contre 5,0 milliards à fin Mai 2022. En cumul annuel, il s'est observé une injection annuelle de 95,0 milliards de CDF. Les coûts mensuel et annuel du Bon BCC se sont établis respectivement à 34,51 millions de CDF et 364,59 millions.

2.4.4. Evolution de la position nette en monnaie nationale des avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque Centrale du Congo

A fin juin 2022, le niveau des avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo a enregistré une hausse mensuelle de 34,7 %, soit 736,4 milliards de CDF pour se situer à 2.857,1 milliards de CDF. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant à 2.375,6 milliards, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales positive de 481,5 milliards. Par ailleurs, le niveau de la réserve obligatoire en devises se situe à 254,4 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

2.4.5. Evolution de l'émission monétaire

Au 29 juin 2022, l'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 371,1 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation fiduciaire de 434,7 milliards et des destructions de 63,6 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 2.219,6 milliards, dont 57,3 % en provinces.

2.4.6. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin juin 2022, les dépôts de la clientèle ont connu une hausse mensuelle de 4,1 % pour s'établir à 11.158,8 millions d'USD. La structure des dépôts reste dominée par les dépôts des entreprises privées qui représentent 36,7 % du total. De même, les crédits bruts ont enregistré une hausse de 5,4 %, en s'établissant à 4.668,7 millions d'USD contre un niveau de 4.429,3 millions à fin mai 2022.

La croissance du volume des crédits résulte notamment de l'augmentation des crédits aux entreprises publiques et aux ménages.

Tableau : Evolution des crédits et dépôts bancaires en 2022

	déc. 2021	janv. 2022	févr. 2022	mars 2022	avr. 2022	mai 2022	juin-22
Crédits	4 228,84	4 228,08	4 303,24	4 397,12	4 927,19	4 429,27	4 668,72
Dépôts	11 109,12	11 096,16	11 874,46	11 789,33	10 943,99	10 716,55	11 158,82

Source : Banque Centrale du Congo

ANNEXES

Tableau 1. Evolution des soldes d'opinion des chefs d'entreprises (en %)

Secteur	2021						2022					
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Solde global	9,4	14,1	15,6	16,0	16,2	17,9	27,8	28,3	27,5	27,2	27,0	25,4
Industries manufacturières	11,8	10,2	4,8	-5,0	-5,7	0,4	10,4	10,1	4,8	4,1	3,8	4,1
Electricité et Eau	26,9	28,9	33,7	25,4	29,5	33,6	14,4	21,7	14,0	18,9	19,5	22,5
Industries extractives	10,1	15,4	17,3	18,5	18,8	20,2	31,9	33,3	31,3	30,7	30,6	28,8
Construction	11,9	10,7	15,3	16,1	10,3	9,4	15,2	16,5	8,7	5,0	11,7	15,4
Services	9,9	9,6	11,9	7,6	6,6	5,7	13,6	17,5	12,8	12,7	11,2	11,8

Source : Banque Centrale du Congo

**Tableau 2. Evolution des Opérations Financières de l'Etat en 2022 et 2021
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)**

RUBRIQUES	ANNEE 2021		AU 30 juin 2022			CUMUL ANNUEL JUIN 2022			VARIATION 2022/2021		Réalisation 15/07/2022
	Mois de Juin	Cumul Juin	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %	Juin	Cumul Juin	
Douanes et accises (DGDA)	265,6	1300,8	370,8	304,4	82,1	2169,7	1702,1	78,4	14,6	30,9	156,7
Impôts directs et indirects (DGI)	466,3	3017,7	394,3	497,7	126,2	3518,8	6351,3	180,5	6,7	110,5	465,9
Recettes non fiscales (DGRAD)	192,5	915,5	245,8	256,7	104,4	1244,0	1386,9	111,5	33,3	51,5	176,6
Pétroliers Producteurs	34,7	148,4	36,8	48,4	131,7	179,1	288,8	161,3	39,4	94,6	0,0
Dons et autres recettes	204,0	214,6	73,3	360,3	0,0	146,6	376,3	0,0	-	75,4	0,164
Total revenus et dons	1163,1	5596,9	1120,9	1467,5	130,9	7258,2	10105,3	139,2	26,2	80,6	799,3
Dépenses courantes	736,3	4007,3	926,9	1244,7	134,3	5402,8	6799,5	125,9	69,1	69,7	340,2
Salaires	437,9	2604,8	515,7	617,6	119,7	3023,5	3217,1	106,4	41,0	23,5	8,7
Intérêt sur la dette	5,8	21,6	19,2	20,3	105,4	78,6	80,4	102,2	251,0	271,5	0,0
dont dette extérieure	1,8	17,6	1,7	2,7	159,9	21,1	20,2	95,8	54,0	14,6	0,0
Frais de fonct. Inst. et Min.	176,4	709,4	178,7	401,0	224,4	1086,9	1908,3	175,6	127,3	169,0	132,5
Institutions Politiques	95,5	333,0	82,8	218,0	263,4	496,5	899,9	181,2	128,3	170,3	52,9
Ministères	80,9	376,4	96,0	183,0	190,7	590,4	1008,4	170,8	126,1	167,9	79,6
Dépenses en capital	29,5	78,7	334,4	375,0	112,1	1862,8	1484,5	79,7	-	1787,0	81,9
Amortissement de la dette	103,2	297,3	18,9	18,9	100,0	163,4	147,8	90,5	-81,6	-50,3	98,4
Autres dépenses	127,3	425,4	110,8	288,9	260,7	718,0	820,0	114,2	126,9	92,7	520,4
dont élections	0,0	0,0	60,0	139,4	232,3	360,0	251,1	69,8	-	-	0,0
Total dépenses (+amort. dette)	996,2	4808,7	1391,1	1927,6	138,6	8147,0	9251,8	113,6	93,5	92,4	1040,9
Solde intégrant l'amort dette	166,8	788,2	-270,1	-460,1	170,3	-888,8	853,5	-96,0	-136,3	8,3	-241,5

Source : BCC, sur base du PTR produit par la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement du Min. Fin.

Tableau 3. Cours des produits miniers et énergétiques

	31-déc.-21	31-janv.-22	28-févr.-22	31-mars-22	30-avr.-22	31-mai-22	30-juin-22
Pétrole (brent) \$/baril	74,94	85,54	94,41	113,53	105,81	111,64	116,66
variation (en %)	-7,02	14,14	10,37	20,25	-6,80	5,51	4,49
Cuivre LME \$/tm	9 546,83	9 773,71	9 922,55	10 219,87	10 217,05	9 416,59	9 122,91
variation (en %)	-2,34	2,38	1,52	3,00	-0,03	-7,83	-3,12
Cobalt LME (boursorama) \$/tonne	69 176,74	70 440,24	71 413,50	80 661,30	81 791,67	77 812,50	72 218,18
variation (en %)	15,09	1,83	1,38	12,95	1,40	-4,87	-7,19
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	66 556,29	71 008,09	75 220,75	81 125,83	84 437,09	87 724,26	87 880,79
variation (en %)	10,63	6,69	5,93	7,85	4,08	3,89	0,18
Or New York \$/o.t.	1 792,08	1 817,56	1 861,48	1 948,07	1 937,77	1 851,10	1 836,27
variation (en %)	-1,50	1,42	2,42	4,65	-0,53	-4,47	-0,80

Source : les échos.

Tableau 4. Cours des produits agricoles

	31-déc.-21	31-janv.-22	28-févr.-22	31-mars-22	30-avr.-22	31-mai-22	30-juin-22
Riz Chicago \$/tonne	309,01	322,59	333,49	350,54	356,81	376,41	363,63
variation (en %)	0,46	4,40	3,38	5,11	1,79	5,49	-3,40
Blé Chicago \$/tonne	290,03	283,63	296,16	412,86	392,24	419,56	372,26
variation (en %)	-2,41	-2,20	4,42	39,41	-4,99	6,97	-11,27
Mais Chicago \$/tonne	217,86	223,87	239,10	269,99	286,27	287,63	282,55
variation (en %)	3,69	2,76	6,80	12,92	6,03	0,47	-1,77

Source : les échos.

**Tableau 5. Evolution comparative de la balance des biens 2021-2022
(en millions de USD, sauf indication contraire)**

	CUMUL FIN JUIN		
	2021 (1)	2022 (2)	VARIATION (%)
EXPORTATIONS	9 780,59	15 088,98	54,27
IMPORTATIONS	8 493,21	10 681,49	25,77
SOLDE	1 287,38	4 407,49	242,36

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières et autres.

2021 : Situation de la balance des paiements provisoire.

2022 : Situation accélérée tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la Douane.

Tableau 6. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD			
	Cours indicatif		cours parallèle	
	Niveau	Variation	Niveau	Variation
31-déc.-21	1 999,97	-0,04	2 049,33	-0,37
31-janv.-22	1 999,74	0,01	2 031,00	0,90
28-févr.-22	2 000,97	-0,06	2 031,67	-0,03
31-mars-22	1 999,75	0,06	2 037,33	-0,28
29-avr.-22	2 004,84	-0,25	2 033,33	0,20
31-mai-22	2 004,77	0,00	2 039,00	-0,28
29-juin-22	2 004,74	0,00	2 035,17	0,19

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 7. Situation des institutions de dépôt (SID)
(en millions de CDF, sauf indication contraire)

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-21	Jan-22	Feb-22	Mar-22	Apr-22	May-22	Jun-22	Var. mensuelle (En %)	Var. mensuelle (En milliards de CDF)
			au 28	au 31	au 29	au 31	au 29		
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO									0
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	2 996 299	3 066 662	3 052 040	2 349 866	2 817 856	2 974 237	4 855 076	63,238	1 880 839
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	7 463 680	7 507 600	7 532 493	6 765 654	7 236 831	7 327 520	9 154 883	24,938	1 827 363
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 395 915	2 404 513	2 475 682	3 176 740	1 736 028	2 488 164	1 487 724	-40,208	-1 000 440
CRÉANCES INTÉRIEURES	2 885 470	2 879 911	2 755 241	3 559 916	1 951 043	2 728 981	2 330 757	-14,592	-398 224
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 528 165	1 454 938	1 617 506	2 074 607	17 875	-283 090	675 914	-338,763	959 004
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 225 496	3 224 975	3 232 719	3 224 975	3 224 975	4 071 815	4 159 068	2,143	87 253
Dont Titres en MN	0	0	26 750	53 500	83 500	99 550	110 250	10,748	10 700
Avances et autres comptes suspens Trésor	3 225 496	3 224 975	3 205 969	3 171 475	3 141 475	3 972 265	4 048 818	1,927	76 553
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 697 331	-1 770 037	-1 615 213	-1 150 368	-3 207 100	-4 354 905	-3 483 154	-20,018	871 751
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 327 006	1 395 252	1 106 672	1 448 398	1 888 905	2 908 854	1 550 765	-46,688	-1 358 089
Dont Comptes RME	1 318 633	1 387 816	1 098 096	1 439 948	1 880 398	2 874 464	1 517 707	-47,200	-1 356 757
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	8 373	7 437	8 577	8 450	8 507	34 390	33 059	-3,871	-1 331
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	30 298	29 721	31 062	36 910	44 263	103 217	104 078	0,834	861
AUTRES POSTES NETS	-489 555	-475 398	-279 559	-383 176	-215 015	-240 817	-843 033	250,073	-602 216
Dont Bon BCC	110 000	60 000	13 000	10 000	0	5 000	15 000	200,000	10 000
BASE MONÉTAIRE	5 392 214	5 471 175	5 527 722	5 526 606	4 553 883	5 462 401	6 342 800	16,117	880 399
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 045 223	2 823 592	2 861 604	3 018 598	3 042 088	3 136 620	3 203 099	2,119	66 478
Circulation fiduciaire hors système bancaire	2 803 201	2 517 278	2 570 467	2 737 608	2 740 898	2 813 836	2 912 718	3,514	98 882
Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)	242 022	306 314	291 138	280 990	301 190	322 785	290 381	-10,039	-32 404
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	2 325 143	2 622 770	2 641 174	2 482 947	1 486 168	2 304 942	3 121 720	35,436	816 778
Dont									
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale	2 316 857	2 543 211	2 561 507	2 367 859	1 303 634	2 120 670	2 857 093	34,726	736 422
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 375 596	2 375 596	2 375 596	2 375 596	2 375 596	2 375 596	2 375 596	0,000	0
Avoirs excédentaires des banques commerciales	-58 740	167 615	185 910	-7 738	-1 071 963	-254 926	481 496	-288,877	736 422
** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies étrangères		68 588	68 588	106 960	171 919	171 919	254 428	47,993	82 508
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	21 848	24 813	24 944	25 061	25 628	20 839	17 981	-13,715	-2 885

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 8. Evolution de l'encours Bon BCC

En milliards de CDF	2019	2020	2021	30/06/2022
volume Encours	55,0	15,0	110,0	15,0
Charges	1.988,4	1.576,6	2.363,3	364,59

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Evolution du marché monétaire (en milliards de CDF)

	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	Avril-22	Mai-22	juin-22
Marché interbancaire	51,5	35,0	53,0	113,0	13,0	34,0	50,0	83,0	133,0	52,0	190,0	130,0	303,0	101,0	295,0	140,0	62,0	107,0
Prêt à Court Terme	899,3	1 039,5	1 287,2	668,9	1 570,9	1 000,0	853,5	506,0	1 182,8	945,0	789,0	607,0	650,0	200,0	465,0	364,0	1 006,5	465,0
Facilités permanentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	200,0	0,0	0,0	0,0	75,0	300,0	0,0	0,0	192,5	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Evolution du compte courant des banques (en milliards de CDF)

	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	Avril-22	Mai-22	Juin-22
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale du Congo	2 316,9	2 543,2	2 690,1	2 460,6	1 303,6	2.120,7	2 857,1
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 375,6	2 443,5	2 434,2	2 496,6	2 375,6	2 375,6	2 375,6
Avoirs excédentaires des banques commerciales	-58,7	99,8	255,9	-36,0	-1 071,9	-254,9	481,5

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 11. Evolution des émissions, recyclage et destructions monétaires à fin juin 2022 (en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Emissions autorisées	136 950,00	15 000,00	78 800,00	40 000,00	157 900,00	29 100,00	457 750,00
Emissions réalisées=	137 034,00	6 525,50	86 985,55	26 555,20	149 121,50	28 448,40	434 670,15
Destructions = (B)	-00	19 845,70	22 938,95	20 147,80	639,00	-00	63 571,45
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	137 034,00	-13 320,20	64 046,60	6 407,40	148 482,50	28 448,40	371 098,70
Recyclage	432 310,08	315 214,73	343 595,06	375 061,08	361 553,31	391 883,74	2 219 618,01
dont au Siège	210 964,32	123 421,12	150 008,09	159 475,88	144 743,06	158 882,28	947 494,75
dont en provinces (*)	221 345,76	191 793,61	193 586,97	215 585,20	216 810,25	233 001,46	1 272 123,25

Source : Banque Centrale du Congo